Faire de l'évolution démographique une opportunité pour les politiques publiques | RAEF 2026



TRAVAUX PUBLIÉE LE 28/10/2026

Saisine liée :
RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT DE LA FRANCE 2026 (RAEF 2026) - EVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE : QUELS DÉFIS ET QUELS LEVIERS POUR LES POLITIQUES PUBLIQUES ?"
Formation de travail liée : COMMISSION ÉCONOMIE ET FINANCES

Avis adopté "Evolution démographique : quels défis et quels leviers pour les politiques publiques ? -Rapport annuel sur l'état de la France 2026"

Comment vont les Français en 2026 ? Sont-ils pessimistes ou optimistes ? Comment se projettent-ils dans l'avenir ? Le CESE dresse, avec son Rapport annuel sur l'état de la France (RAEF), un constat partagé : un pays préoccupé en majorité par le pouvoir d'achat mais qui reste confiant sur leur propre avenir. Il rend compte également de la perception des citoyens sur la démographie, élément essentiel au futur de notre pays.

Découvrir l'essentiel de l'avis

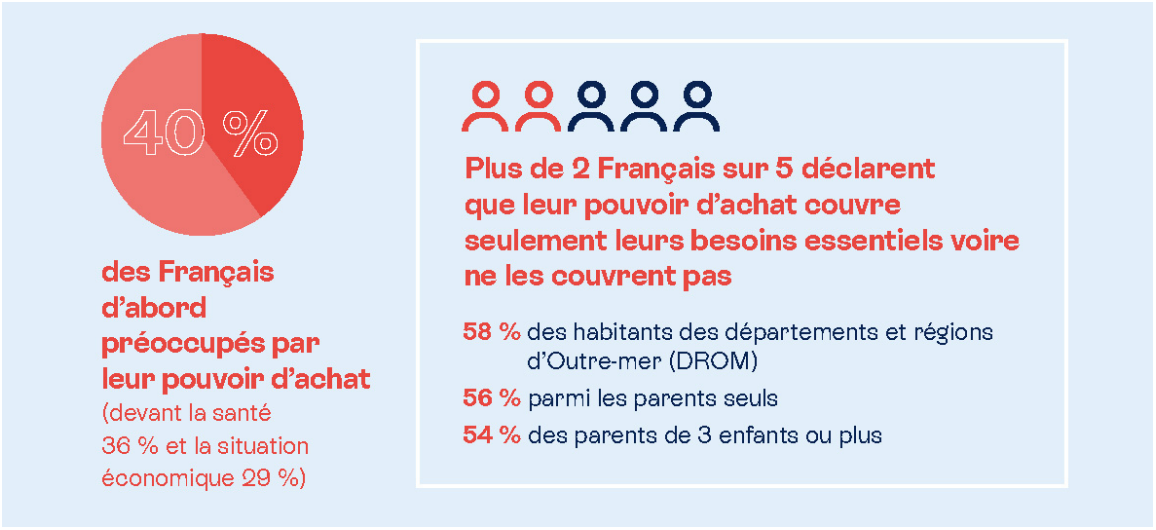
Comme chaque année pour son RAEF, le CESE a intégré le sondage réalisé par l'institut de Ipsos mi septembre avant les mouvement des lycées et manifestations des 17 et 24 octobre. Il interroge les Françaises et les Français sur leur état d'esprit, inquiétudes et ressentis. Sans surprise le **pouvoir d'achat arrive en tête de leurs préoccupations personnelles (+6 points en un an).** Il est intéressant de constater dans le focus démographie du rapport, que le prisme "pouvoir d'achat" est cité parmi les raisons évoquées de la **baisse de natalité.** Pour la première fois depuis 1945, le nombre de naissances en France est inférieur à celui des décès, marquant la fin d'une exception française de la natalité au sein de l'Europe. La baisse d'enfant est une tendance mondiale. La France connaît aussi une augmentation de la population âgée. **Les conséquences économiques, sociales et environnementales** de ces deux tendances démographiques sont multiples et concernent **à des degrés et des rythmes différents tous les territoires, y compris ultramarins**. Le sondage CESE-Ipsos révèle que les Françaises et les Français n'en sont pas inquiets mais perçoivent bien les **impacts sur l'emploi et l'avenir de notre modèle social**.

L'avis a été adopté à l'unanimité avec 139 voix pour, à la séance plénière le 28 octobre 2026.

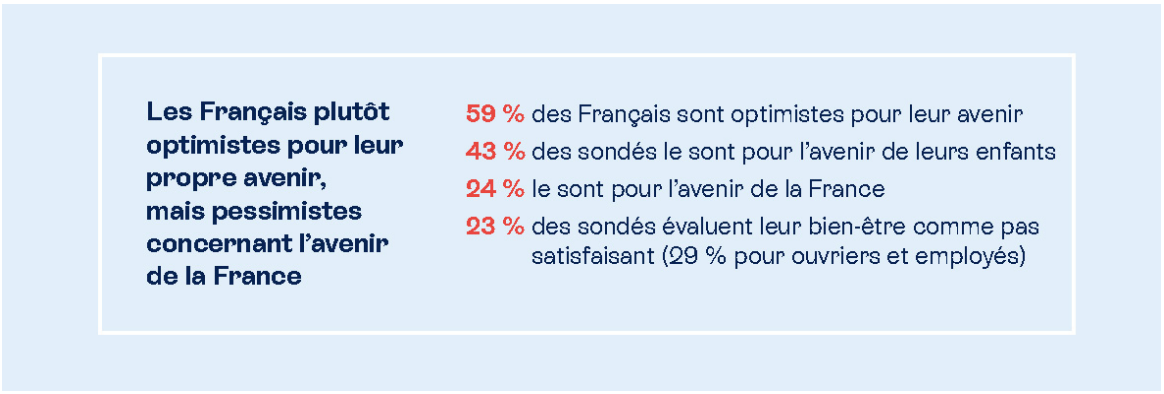
Les résultats du sondage Ipsos-CESE 2026

Le CESE a produit le rapport annuel sur l'état de la France (RAEF) pour 2026, et inclut pour la 4e fois un sondage Ipsos exclusif. Le sondage réalisé courant septembre, avant le mouvement des lycéens qui s'est généralisé lors des mobilisations des 17 et 24 octobre, est une photographie de notre pays, montrant ses équilibres, ses fractures et ses tensions. Le CESE a intégré les contributions transverses de plusieurs commissions de travail. Miroir tendu au pays par les organisations de sa société civile, il établit des constats sur l'année, ce qui pourrait ou devrait changer, et propose des leviers d'action et des évolutions de politiques publiques pour y répondre. Il se compose de :
? Un sondage Ipsos-CESE sur l'état de la France, des Françaises et des Français
? Dix notes focus et analyses des politiques publiques
? L'analyse de 13 indicateurs socio-économiques suivis par le CESE sur une longue période pour mesurer dans le temps l'état du pays.

Sans surprise, **le pouvoir d'achat repasse cette année en tête des préoccupations personnelles des Français et Françaises,** devant la santé et la situation économique du pays. Les difficultés culminent aux âges où les charges familiales sont fortes. **Pour 44 % des personnes interrogées, le pouvoir d'achat couvre seulement les besoins essentiels voire ne les couvrent pas**.



Si les Français sont **plutôt optimistes pour leur propre avenir** (59% d'entre eux)**, ils le sont moins concernant l'avenir de leurs enfants** (43 % des personnes interrogées) **et celui de la France** (24 % d'entre eux). De même, le niveau de pouvoir d'achat conditionne en grande partie la satisfaction à l'égard du **bien-être** ressenti : plus le niveau de revenus du foyer est élevé, plus le bien-être augmente fortement. Cette satisfaction monte à 88 % parmi les personnes disposant d'au moins 3 000 euros nets/mois, alors qu'elle se situe à 66 % parmi celles dont le foyer dispose de moins de 1 200 euros/mois. 23 % des sondés évaluent leur bien-être comme pas satisfaisant (29 % pour les ouvriers et les employés).



Découvrir l'enquête Ipsos-CESE

Face à l'évolution démographique, comment notre pays peut-il en relever les défis et en saisir les opportunités ?



En 2025, **645 000 bébés** sont nés en France, près d'1/4 de moins qu'en 2010. Selon le sondage Ipsos, les Français interrogés citent le coût de la vie (56 %) comme la première des explications à la baisse de natalité devant les incertitudes économiques et géopolitiques (36 %), l'accès au logement (26 %). La France estime à **7,4 millions les départs à la retraite** dans la décennie, soit 1/4 des actifs, impactant le potentiel de croissance, la création de richesse, les capacités de financer les retraites et notre modèle social.

Face à ces transformations démographiques, 90 % des Français sondés estiment **urgent d'agir** et 82 % qu'il est **encore possible de le faire**. Ils sont donc plutôt positifs et veulent construire un avenir plus solidaire. Pour cela, il est crucial d'anticiper les besoins, de coordonner les acteurs et d'identifier les investissements à engager. Cette évolution démographique affectant tous les âges, le CESE appelle à une véritable planification des politiques publiques : l'organisation de l'habitat et des mobilités, l'avenir de l'école, la structure du marché du travail, la place de l'immigration, l'équilibre des comptes sociaux, l'aménagement des territoires...

L'évolution démographique questionne le rapport intime que notre société entretient avec l'**avenir, la transmission et la cohabitation des générations**. Pour accompagner cette transformation majeure, le CESE est favorable pour faire de cette évolution démographique non pas une contrainte, mais **un levier pour réinventer les solidarités.** Changer le regard porté sur la natalité, sur les choix en matière de parentalité et sur la place des femmes et de leurs droits, participent également à ce changement. Le CESE pense que les axes pour agir sont multiples et transverses : soutenir les familles et l'égalité entre les femmes et les hommes, préserver l'équilibre du financement des solidarités sans pénaliser les actifs, améliorer la qualité et l'accessibilité des services publics, et **tenir compte de la diversité des situations territoriales**.

Plus de soutien à la parentalité mais moins de politique nataliste

Face à la baisse de natalité, il faut **activer plusieurs leviers**. 75 % des sondés pensent à une **meilleure articulation des temps de vie (personnel et professionnel)**, à davantage d'**accès à des modes et structures de qualité pour la garde d'enfant** pour 73 % d'entre eux et 70 % prônent une **politique de logement plus favorable aux familles**, à noter que les aides financières arrivent loin derrière ne convainquant que 62 % d'entre eux. Ce sont donc bien les **mesures structurelles liées à la parentalité qui sont d'abord privilégiées par tous et toutes et particulièrement par les moins de 35 ans**.
Des politiques familiales favorables à la natalité peuvent être menées, mais pas les politiques natalistes, qui n'ont que peu d'effet selon les démographes auditionnés par le CESE.

Que faire ?

Assurer la liberté des choix en matière de parentalité

Veiller au respect et à la garantie des droits sexuels et reproductifs des femmes

Financer les solidarités en activant le levier de l'emploi

Interrogés sur les conséquences de l'évolution démographique, 77 % des Français citent les difficultés à financer la santé (54 %) ou les retraites (51 %), et 70 % s'inquiètent de la **baisse de la population active**. Leur inquiétude se fonde sur l'augmentation des dépenses liées au vieillissement qui représentent désormais deux euros de dépense publique sur cinq.
Pour y répondre, les Français interrogés placent **l'emploi l**oin devant la relance de la natalité (40 % contre 17 %). Le CESE note qu'il existe des marges de manœuvre pour développer la population des actifs, pour soutenir l'activité économique et l'emploi et pour sécuriser le financement des besoins.

Que faire ?

Développer l'apprentissage, l'alternance, la formation tout au long de la vie et l'égalité professionnelle

Améliorer le taux d'emploi des jeunes, des femmes et des seniors

Engager une réflexion d'ampleur sur : l'attractivité des métiers en tension, les attentes des nouvelles générations, le maintien des jeunes sur leurs territoires notamment dans les Outre-mer

Reconnaître la contribution positive de l'immigration au solde démographique, à la croissance, au dynamisme de population active et aux finances publiques.

Améliorer les gains de productivité (innovation, IA, robotisation)

Accompagner davantage les transmissions d'entreprise

Saisir les opportunités de l'évolution démographique pour adapter les services publics et en améliorer la qualité

Cette évolution impacte l'ensemble des politiques publiques et tous les âges.
- C'est pourquoi le CESE pense qu'il est utile de réorganiser le **système de santé** vers la prévention, la médecine de ville et la coordination entre soins et accompagnement social, augmenter les places de formation en médecine. Les Français partagent cette **priorité donnée à l'humain** : 96 % jugent prioritaire d'augmenter le nombre de professionnels de santé, contre 38 % pour la télémédecine et l'intelligence artificielle.

- **Vivre le plus longtemps possible à domicile apparaît prioritaire** (51% des Français interrogés citent cette action parmi les deux prioritaires face au vieillissement). Le CESE invite à penser **l'habitat** dans son ensemble, y compris ses formes intergénérationnelles et partagées. Une forte attente s'exprime en matière de **mobilités adaptées** (comme le transport à la demande), **de services de proximité**, **d'accès aux soins et de maintien de la vie locale** (45% citent le maintien des commerces et services de proximité parmi leurs priorités).

- L**'école** va perdre près de 1,7 million d'élèves d'ici 2035, ce qui constitue une opportunité pour réduire les effectifs par classe : 92 % des Français sondés préfèrent réduire le nombre d'élèves par classe plutôt que celui des enseignants. Là encore, les Français optent pour une **approche qualitative et humaine du service public d'éducation.**

Que faire ?

> ***Penser le logement comme lieu de vie sociale (adaptation du domicile, habitat intergénérationnel/inclusif/partagé, colocation seniors…)***
>
> ***Mieux répartir, adapter et améliorer les services publics comme l'éducation (effectif réduit/classe, travail en groupe, plus de concertation, bâti scolaire performant énergétiquement et adapté au changement du climat)***
>
> ***Préserver les écosystèmes : pression moindre sur les ressources (eau, énergie) et sur les milieux (moins d'espaces consommés et artificialisés)***

Outre-mer : préserver les forces vives des territoires

Pour son RAEF, le CESE s'est attaché à examiner plus en détail la situation très contrastée des Outre-mer. Longtemps associés à une image de jeunesse et de dynamisme démographique, plusieurs territoires d'Outre-mer connaissent aujourd'hui un vieillissement particulièrement rapide, plus intense qu'en Hexagone. En Martinique, devenue la région la plus âgée de France, 36 % de la population a 60 ans ou plus au 1er janvier 2026, contre 26 % dix ans plus tôt, tandis que la part des moins de 25 ans recule fortement. En Guadeloupe, 34 % de la population a désormais 60 ans ou plus. Ce basculement rapide s'explique par la conjonction d'une natalité en baisse, d'un allongement de l'espérance de vie et, surtout, d'un départ massif des jeunes adultes vers l'Hexagone pour poursuivre leurs études ou trouver un emploi.

A l'inverse, la Guyane ou Mayotte affichent une fécondité élevée et une immigration importante : la part des moins de 20 ans atteint ainsi 56 % à Mayotte et 44 % en Guyane. Cette population jeune et en forte croissance doit pouvoir disposer de structures d'éducation en nombre suffisant. Les disparités se retrouvent aussi au niveau de l'emploi. Entre 40 % et 50 % des jeunes adultes nés dans les Outre-mer quittent leur territoire d'origine au cours de la décennie de leurs 20-29 ans

Ces points illustrent la nécessité d'adapter les politiques publiques aux situations locales plutôt que de raisonner à partir d'une trajectoire ultramarine unique.

Lire l'avis Découvrir l'essentiel de l'avis

Marie-Hélène Meyling (Groupe CFDT) a présenté au nom de la commission Economie et finances du CESE, les résultats et pistes de actions du RAEF 2026 à l'assemblée plénière du 28 octobre.

La rapporteure

Marie-Hélène Meyling, cadre d'entreprise dans le secteur de l'énergie, représente au CESE le groupe CFDT. Elle siège à la commission de l'environnement et à la commission économie et finances.

Crédits photographiques : Getty images-Photodeti

rapport ipsos-CESE
fiche com RAEF2026

© - copyright CESE - Octobre 2026